

Najat Vallaud-Belkacem s'explique

“J’ai toujours combattu les intégristes de tout poil”

L'étude publiée par « l'Obs » montre l'importance de la foi religieuse chez les jeunes. Avez-vous été surprise par les résultats ?

Non, le constat d'une plus grande religiosité chez les jeunes n'est pas nouveau. Et, au lendemain des attentats de janvier, en me rendant dans plusieurs établissements scolaires, j'avais constaté la prégnance du sentiment religieux parmi les élèves. J'avais été frappée de voir beaucoup d'entre eux discuter, juger, débattre des choses à travers ce prisme, toutes religions confondues. C'était moins le cas pour les générations précédentes. Dans une société qui se cherche, une partie de la jeunesse peut être davantage tentée de trouver des réponses dans la religion. A l'heure où ces identités peuvent être manipulées et radicalisées pour être montées les unes contre les autres, c'est très préoccupant.

Comment expliquez-vous que la dévotion soit plus marquée chez les musulmans ?

Cette génération a grandi dans l'après-11-Septembre. Et l'étude montre que les jeunes musulmans sont également les plus nombreux à habiter en HLM ou à souffrir d'horizons professionnels bouchés. C'est le résultat d'une crispation identitaire dans la société, mais aussi un phénomène social. Il y a à la fois des pressions inacceptables dans certains quartiers de la part d'un islam radicalisé dont on voit aujourd'hui partout dans le monde la progression, et un discours sur l'islam porté par l'extrême droite, et repris par une partie de la droite, qui a donné le sentiment à beaucoup de ces jeunes qu'ils ne faisaient pas partie de la communauté des citoyens. Une de leurs réactions, tombant dans le piège de ces discours, a été de mettre en avant leurs différences, notamment religieuses. C'est ce cercle infernal que l'école doit briser.

L'étude montre aussi que cette religiosité a des conséquences sur l'adhésion aux valeurs de la République, sur l'autorité du savoir scienti-

Répondant à l'étude publiée par “l'Obs”, la ministre de l'Education nationale réaffirme son engagement contre la “prégnance du sentiment religieux parmi les élèves” et les “crispations identitaires”

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLINE BRIZARD, NATHALIE FUNÈS ET RENAUD DÉLY  LÉA CRESPI

fique, l'égalité entre les hommes et les femmes ou encore le droit des homosexuels...

Aujourd'hui, la question religieuse est omniprésente dans le débat public. L'école n'est pas étanche, d'où la nécessité d'y rappeler avec fermeté et constance les règles en matière de laïcité. De façon très concrète. Cette année, nous avons, par exemple, distribué à tous les chefs d'établissement un « livret laïcité », avec un rappel de la législation et des questions pratiques, du type : comment réagir en cas de contestation d'un enseignement ? Surtout, nous formons massivement les enseignants sur ces sujets et nous demandons aux parents de signer la « Charte de la laïcité » pour qu'ils aussi comprennent les règles en vigueur à l'école. La droite s'était contentée, elle, de tenir des discours incantatoires sur la laïcité, sans jamais donner de clés pédagogiques.

N'est-ce pas un peu caricatural ? La droite a tout de même fait voter la loi sur le voile en 2004.

Et c'est une bonne chose, mais il ne suffit pas de légiférer : il faut se donner les moyens de convaincre notre jeunesse sans mettre nos enseignants en difficulté. La droite porte une lourde responsabilité : de 2002 à 2012,



La ministre de l'Éducation a répondu à nos questions le 1^{er} février, dans son bureau de la rue de Grenelle.

il y a eu un désinvestissement massif dans l'éducation, des suppressions de postes, en particulier dans les établissements les plus en difficulté, la disparition de la formation continue des enseignants. Les professeurs ont été de moins en moins armés pour répondre aux questions et provocations des élèves, et je ne parle même pas des discours de Nicolas Sarkozy sur la supériorité du religieux sur l'enseignant dans la transmission des valeurs, qui annonçait les renoncements que nous payons aujourd'hui. Derrière la posture du retour de l'autorité à l'école, la réalité était tout autre.

L'école sait-elle mesurer ces dérives fondamentalistes ?

J'ai posé un principe nouveau : aucune atteinte, aucune mise en cause ou provocation ne doit être laissée sans suite, c'est-à-dire dire sans dialogue éducatif incluant, le cas échéant, une sanction. Là encore, la communauté éducative s'est mobilisée de manière exceptionnelle. A mon arrivée au

ministère de l'Éducation nationale, celui-ci n'était pas aveugle, mais myope sur les dérives ou les provocations contre nos valeurs. La culture générale était souvent celle, bien intentionnée, du « ne pas faire de vagues ». Aujourd'hui, nous avons trois outils complémentaires : une enquête annuelle sur la sécurité, les enquêtes de climat scolaire, qui montrent que 90% des élèves disent se sentir bien au collège ou au lycée, et un système de remontée quotidienne des faits graves, qui prend en compte les atteintes aux valeurs républicaines et les suspicions de radicalisation.

Peut-on aussi chiffrer ces incidents ?

Bien sûr. On sait par exemple que le taux moyen d'incidents par an, quelle qu'en soit la nature, est de 12,4 incidents pour 1000 élèves. S'agissant des suspicions de radicalisation, l'Éducation nationale a effectué 857 signalements lors de la précédente année scolaire et 617 depuis la rentrée 2015. Enfin, sur 12 millions d'élèves dans plus de 60 000 établissements, on compte par exemple en décembre environ 150 atteintes au principe de laïcité et aux valeurs de la République, ce qui représente quelque 10% de l'ensemble des faits graves de la période. Cha-

cun de ces faits est inacceptable, et tous ont connu une suite. La transparence doit être totale si l'on veut refuser d'alimenter le fantasme d'une école telle une citadelle assiégée. Le temps où l'Éducation nationale détournait le regard est terminé : l'école signale, l'école protège, l'école sanctionne.

Comment défendre la laïcité quand elle est considérée par certains élèves comme le faux nez de l'islamophobie ?

Certains jeunes la perçoivent à tort comme hostile à ce qu'ils sont. Mais l'école, précisément, doit leur rappeler que la laïcité garantit leur liberté de croire, ou de ne pas croire, en étant assurés d'être traités de manière égale. Elle est d'abord une règle de protection dans la République, avec des droits et des devoirs. Par ailleurs, l'école qui a pour mission d'émanciper les individus, transmet des savoirs vérifiés qui ne peuvent être mis en cause par des croyances, qui, elles, relèvent de la conviction personnelle. ➤➔

➤ **Vu son enracinement dans le milieu enseignant, la gauche n'a-t-elle pas fait preuve de cécité ?**

Sans doute y a-t-il eu une forme de myopie généralisée dans la société comme à l'école par rapport à la contestation croissante des enseignements. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été alertés, comme par le rapport Obin en 2004 [sur les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires, NDLR]. Du fait, notamment, de la concurrence d'internet, source d'information mais aussi de désinformation, qui change le rapport des jeunes au savoir. L'enseignement moral et civique, l'éducation aux médias et à l'information, qui ont vu le jour cette année, sont autant de nouveautés que nous avons voulues dans les programmes pour apporter des réponses à ces défis. Nous devons améliorer toujours plus la capacité de l'institution scolaire à contrer en particulier le complotisme, très présent chez les adolescents.

Une question agite l'école en ce moment : doit-on accorder une plus grande place à l'histoire et à la culture arabo-musulmane, comme le préconise l'imam de Bordeaux, Tareq Oubrou ?

De grâce, évitons les débats qui divisent et commençons par mettre en œuvre pleinement les programmes qui viennent justement d'être réécrits ! Régis Debray a montré l'importance de la connaissance des faits religieux dans la culture laïque. Ils sont enseignés à l'école de longue date, y compris la culture arabo-musulmane que l'on retrouve dans les programmes d'histoire dès le début du ^{xx}e siècle. L'enjeu qui mobilise les enseignants, c'est d'améliorer leur formation, qui était par le passé l'angle mort des grandes annonces sur la laïcité.

Par ailleurs, nous devons repenser l'enseignement de la langue arabe. J'ai décidé de mettre un terme au dispositif des enseignements de langue et de culture d'origine (Elco), qui ne véhicule pas un enseignement linguistique de qualité et enferme les élèves dans une logique d'entre-soi. Je veux promouvoir la diversité linguistique dès l'école élémentaire et renforcer l'apprentissage des langues étrangères et régionales.

Le débat sur la laïcité déchire les familles de la gauche. Mamel Valls a récemment accusé l'Observatoire de la Laïcité et son président, Jean-Louis Bianco, de « dénaturer la laïcité ». Vous êtes d'accord ?

J'estime que le combat pour la laïcité mérite qu'on se rassemble. C'est un défi suffisamment lourd et complexe. Aucune énergie n'est de trop. On a besoin d'une institution comme l'Observatoire de la Laïcité, où l'on s'échine à rédiger des guides et à proposer des formations pour éclairer les élus locaux, ou encore les enseignants. Mais la laïcité est aussi un combat, qui a besoin de militants déterminés et vigilants pour la défendre contre ses ennemis.

Vous-même, avez-vous été assez vigilante lors de votre passage au « Supplément », sur Canal+ ? Avec le recul, regrettez-vous de ne pas avoir réagi plus vertement à l'endroit du président de l'association BarakaCity, Idriss



Sihamedi, qui expliquait qu'il ne serrait pas la main aux femmes et refusait de condamner clairement les attentats de Daech ?

Il ne faut pas confondre l'histoire qui est racontée et la réalité de l'histoire. C'est fou ce que l'image peut parfois déformer. Ceux qui me connaissent et savent ma capacité à me contenir ont vu combien j'étais furieuse et sidérée sur ce plateau. Les mots que j'utilise sur le moment sont des mots de rejet et de condamnation. Chacun a sa façon de s'exprimer. L'hystérie n'est pas dans ma nature, c'est vrai. Mais il n'y a pas la moindre ambiguïté ! Et, honnêtement, quand on connaît mon parcours et mon histoire politique, il faut être très fort pour m'accuser de cautionner l'inégalité femmes-hommes ! Ministre des Droits des femmes, j'ai toujours combattu les extrémistes et les intégristes de tout poil, ligüés contre moi. Je trouve ce procès insupportable.

Vous vous êtes quand même dépêchée de diffuser un texte sur Facebook pour corriger le tir...

Oui, parce que je sais ce qu'est le rouleau compresseur médiatique. Le système est tel que vous ne pouvez pas vous contenter de vous draper dans votre bonne foi. Certains ont voulu confondre mon mépris avec de la complaisance, j'ai donc redit ma condamnation la plus claire.

Vous dites que la laïcité ne doit pas donner le sentiment à certains élèves d'être moins bien traités que d'autres par l'école. Christiane Tambira a quitté le gouvernement justement parce qu'elle considère que la déchéance de nationalité crée deux catégories de Français car elle ne sera applicable, de fait, qu'aux binationaux, ce qui signifie, dit-elle, que « la binationalité est un sursis ». Elle se trompe ?

La nationalité est suffisamment précieuse pour que quelqu'un qui a commis des crimes aussi horribles qu'un attentat terroriste puisse la perdre. Laisser croire qu'il pouvait y avoir deux catégories de Français aurait été délétère. Je préconisais donc pour ma part une rédaction du type déchéance de nationalité pour ceux que cette mesure ne rendrait pas apatrides et déchéance de citoyenneté pour les autres. C'est le sens de la solution qui a été trouvée. Cessons d'entretenir l'idée que cette mesure concerne les binationaux, alors qu'elle s'adresse aux terroristes. Je suis binationale, fière de l'être, et je ne me sens pas concernée. □

Confrontée aux propos d'Idriss Sihamedi, le président de l'association BarakaCity, sur le plateau du « Supplément » de Canal+ le 24 janvier, la ministre est restée coite, provoquant une vive polémique.